

Les suppressions d'emplois selon la DRFIP 31 : « Quand on supprime des emplois, il y a moins d'emplois vacants »

A l'appel des Organisations syndicales **CGT Finances Publiques, Solidaires Finances Publiques et Force Ouvrière DGFIP**, environ 80 collègues, représentant une majorité de services de la Haute Garonne se sont rassemblés à la Direction, jeudi 9 janvier, jour de la première convocation du CTL Emplois.

Les organisations syndicales et les personnels ont dénoncé le nouveau plan de suppression de 18 emplois pour le Département, entériné par la loi de finances 2014. Ces derniers ont une nouvelle fois interpellé la DRFIP sur les conséquences en matière de dégradation des conditions de travail générées par ces suppressions d'emplois.

Pour toute réponse, la DRFIP a répondu que, cette année, elle n'avait pas été « au-delà » des préconisations de la centrale en la matière et que, par voie de conséquences, les « intérêts » de la DRFIP avaient été pris en considération par la direction locale ?!?!...

La CGT Finances Publiques 31 est intervenue au-delà de la politique dogmatique des suppressions d'emplois, sur la problématique des emplois vacants, évalués à plus de 50 emplois à l'issue des dernières CAPL.

A tout problème, une solution, la DRFIP 31 a répondu « Quand on supprime des emplois, il y a moins d'emplois vacants ».

A l'issue de cette rencontre, la CGT Finances Publiques 31 a transmis, à la DRFIP un document d'analyse des suppressions d'emplois tant au niveau national, qu'au niveau local. **Ce document démontre la politique dogmatique de l'austérité pour les salariés.**

L'emploi est au cœur des revendications des personnels. Pour toute question touchant à l'emploi, aux missions, à la réorganisation et aux conditions de vie au travail, **la CGT Finances Publiques porte les revendications des personnels dans et en dehors des instances.**

C'est pourquoi, **la CGT Finances Publiques sera présente à la deuxième convocation du CTL Emplois**, non pas pour valider les suppressions d'emplois ici ou là, mais pour affirmer :

- **l'arrêt des suppressions d'emplois,**
- **un bilan contradictoire depuis la fusion DGI-DGCP,**
- **la reconnaissance des qualifications,**
- **le respect des doctrines d'emplois,**
- **et que l'ensemble des emplois budgétés soient pourvus.**

Emplois, salaires, missions, ... la CGT reste mobilisée. Elle va s'engager à développer, dans l'unité syndicale la plus large, la mobilisation nécessaire pour une politique qui réponde aux aspirations légitimes du monde du travail et non du patronat.



Toulouse, le 10 janvier 2014

**Syndicat CGT Finances Publiques
Section de Haute Garonne**

Centre Régional des Finances Publiques
Place Occitane
31039 Toulouse cedex

<http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/>
cgt.drifip31@dgifip.finances.gouv.fr

Du Président de la République ... à la DRFIP 31 la CGT interpelle sur l'emploi

Jeudi 9 janvier, dans le cadre de la venue du Président de la République, à l'appel de l'Union Départementale CGT de Haute-Garonne, la CGT Finances Publiques était présente au côté des salariés et des organisations syndicales de SANOFI, EADS, AIR France, ASTRIUM, Conseil Général, FNAC ... pour dénoncer la politique antisociale menée par le gouvernement en matière d'emplois, de salaires, ...

L'UD CGT 31 avait adressé, la veille, une lettre ouverte au Président de la République mettant en avant son opposition à la politique du gouvernement menée actuellement contre le monde du travail.



cggt
En Haute-Garonne, les chocs présidentiels se multiplient, mais l'écroulement de l'emploi, des services publics et du progrès social, c'est pour quand ??

Lettre ouverte de l'UD CGT 31 au Président de la République

Monsieur le Président
Vous venez à Toulouse ce jeudi 9 janvier car entre autres, l'État y a ses intérêts et son rôle de garant du bon fonctionnement de la République. Mais Monsieur le Président, vous n'avez rien dit sur le rôle de l'État dans la préservation de la République.

Est-il besoin de rappeler que durant la mandature de Nicolas Sarkozy, avec le RFP, plus de 100 000 postes ont été supprimés dans le secteur public. Ce chiffre est en hausse par rapport à la période précédente. Le premier secteur de l'emploi est le secteur public. Les services publics sont en recul. Les services de l'État sont en recul. Les services de l'État sont en recul. Les services de l'État sont en recul.

Si l'on prend l'exemple de la région Midi-Pyrénées, les suppressions de postes ont été de 10 000 postes en 2010, de 10 000 postes en 2011, de 10 000 postes en 2012, de 10 000 postes en 2013, de 10 000 postes en 2014. Les suppressions de postes ont été de 10 000 postes en 2010, de 10 000 postes en 2011, de 10 000 postes en 2012, de 10 000 postes en 2013, de 10 000 postes en 2014.

En conclusion, Monsieur le Président, mettez fin à la simplification administrative, vous avez raison. La République est en jeu. Les citoyens, les élus locaux et les professionnels ont largement payé l'addition et ils vont continuer avec l'acte 3 de la décentralisation qui porte atteinte aux services publics et fondamentaux territoriaux, dans la perspective des élections municipales de l'été que vous venez de déclencher.

Le choc de compétitivité et le pacte de responsabilité s'entre-choquent !

Retrouvez l'intégralité du courrier à François Hollande sur notre site départemental :

http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/doc/lettre_ouverte_visite_hollande_08_01_2014.pdf

Le dossier d'analyse des suppressions emplois de la CGT Finances Publiques 31 est téléchargeable à l'adresse suivante :
http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/doc/clt_emplois_2014_analyse_cgt_fin_pub31.pdf

Les photos du rassemblement :



LUTTER PLUS pour GAGNER PLUS
la cgt

